



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le **06 JUIL. 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIEP STE IMPRESSION ET EDITION

Z.A. LES MARCHAIS
77590 Bois-le-Roi

Référence : E4/23 - 1579
Code AIOT : 0006500117

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2023 dans l'établissement SIEP STE IMPRESSION ET EDITION implanté Z.A. LES MARCHAIS 77590 Bois-le-Roi. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIEP STE IMPRESSION ET EDITION
- Z.A. LES MARCHAIS 77590 Bois-le-Roi
- Code AIOT : 0006500117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SIEP est une imprimerie de magazines.

SIEP appartient au groupe STF imprimerie, composé de plusieurs sites de production. Le site produit les livrets (les couvertures sont sous-traitées). Le papier est fourni au deux tiers par l'exploitant et au tiers par ses clients.

Le secteur présente plusieurs difficultés (évolution du marché du magazine, approvisionnement et coût des matières premières).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative,
- risques chroniques (bruit, etc.),
- produits chimiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 05/04/1989, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Incendie - Besoin en eau et rétention des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 05/04/1989, article 2.6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/04/1989, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Eaux pluviales / Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 05/04/1989, article 5.7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Plan des réseaux à jour	Arrêté Préfectoral du 05/04/1989, article 5.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/04/1989, article 2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/04/1989, article 2.6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Contrôles sonores	Arrêté Préfectoral du 05/04/1989, article 4.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Entretien global du site	Arrêté Préfectoral du 05/04/1989, article 2.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et annexe II	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Émissions lumineuses	Arrêté Ministériel du 27/12/2018, article 3, paragraphe I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est dans l'essentiel bien tenu mais présente de nombreuses non-conformités, dont plusieurs qui persistent d'inspections précédentes. Cette situation non satisfaisante doit être résorbée rapidement.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/1989, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cette installation est soumise à autorisation par référence à la rubrique n° 238 de la nomenclature des installations classées et est équipée des rotatives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 rotatives offset sans sécheur, - 3 rotatives offset avec sécheur thermique.
<p>Constats : Un point a été fait sur la situation administrative du site. S'agissant du classement sous la rubrique 2450-A (Imprimerie), le site dispose de 2 offsets thermiques (une double 16 pages et une 8 pages en cours d'installation, l'autre 32 pages ayant été arrêté depuis 01/2023 du fait de la baisse d'activité) pour une quantité d'encre utilisée par jour supérieure à 200 kg par jour. Le site relève bien du régime de l'autorisation sous cette rubrique.</p> <p>L'exploitant devra préciser la quantité d'encre utilisée par jour.</p> <p>S'agissant du classement sous la rubrique 1530 (Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues), le site stockait, le jour de l'inspection, environ 3 080 t de papier soit environ 3 080 m³, répartis en deux aires de stockage de 1 676 t (soit environ 1 676 m³) et 1 404 t (soit environ 1 404 m³). Le site relève donc du régime de déclaration avec contrôle périodique pour cette rubrique. Il apparaît qu'au sens de l'arrêté ministériel du 30/09/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 1530 de la nomenclature ICPE, l'exploitant dispose de deux stockages séparés de plus de 30 mètres. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 30/09/2008 s'appliquent donc à chacun des deux stockages.</p> <p>L'exploitant devra donc produire une analyse de conformité de ses installations à l'arrêté ministériel sus-mentionné.</p> <p>S'il souhaite ne pas être classé pour son stockage de papier, il doit s'engager à stocker un volume total de papier inférieur à 1 000 m³.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir fait évoluer sa technique d'impression de CTP (computer to plate) vers une nouvelle technologie de plaques sans produits chimiques. Il est rappelé à l'exploitant que, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46-II du Code de l'environnement, toute modification notable apportée à ses installations, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Observations : Pour rappel, en 2014, l'inspection des installations classées avait fait une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire à l'exploitant. Le cadre réglementaire applicable au site doit en effet être clarifié. Ce projet doit être revu et actualisé par l'inspection et proposé à l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Incendie - Besoin en eau et rétention des eaux polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/1989, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie - Besoin en eau et rétention des eaux polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La défense extérieure contre l'incendie devra être assurée au moyen de poteaux d'incendie conformes [...] fournissant un débit minimal de 1 000 l/mn par hydrant. Cet équipement pourra être complété par une réserve d'eau.
Constats : Suite à l'inspection du 30/11/2021, l'exploitant a transmis, par courriel du 21/02/2022, des calculs de la D9 et de la D9A qui semblent incomplets. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué, avoir pris l'attache de la mairie, la communauté d'agglomération et le service départemental d'incendie et de secours, car selon lui, la zone d'activités n'est pas en mesure de fournir suffisamment d'eau pour couvrir les besoins en eau du site. L'exploitant devra transmettre les calculs de la D9 (besoins en eau) et de la D9A (rétention des eaux d'extinction incendie) en application des guides en vigueur, les détailler et préciser les hypothèses associées. En particulier, il devra évaluer le risque associé au stockage de papier et tenir compte des volumes d'eau liés aux intempéries.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/1989, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 6.2. La détermination de la teneur des gaz émis en composés organiques volatiles est effectuée par le dosage des hydrocarbures méthaniques. 6.3.2. L'exploitant est tenu de procéder ou faire procéder au moins deux fois par an à un contrôle de la teneur en hydrocarbures des effluents gazeux issus de [la rotative avec sécheur].
Constats : Les rejets de séchage des encres font l'objet d'un traitement par épurateur des fumées (brulées à 800°C). Il n'y a plus d'oxydateur thermique. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques. L'exploitant devra transmettre le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Eaux pluviales / Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/1989, article 5.7
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales / Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel devront en toutes circonstances respecter les concentrations suivantes : MES 30 mg/l, DCO : 120 mg/l, DBO5 100 mg/l, HC 20 ppm. Les eaux pluviales polluées seront éliminées dans les conditions définies au paragraphe 5.6 (Effluent industriel).
Constats : Les rejets issus de la production industrielle sont recueillis et traités en tant que déchets. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ne font pas l'objet de mesure et sont rejetées en milieu naturel. L'exploitant devra réaliser des analyses des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et transmettre les résultats des analyses à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Plan des réseaux à jour

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/1989, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tiendra à jour un schéma des circuits d'eau faisant apparaître les points d'alimentation, le réseau de distribution, les dispositifs d'épuration et les rejets d'eaux de toutes origines. Il sera tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Les modifications apportées à ce réseau doivent être portées à sa connaissance.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan des réseaux du site à actualiser. L'exploitant devra transmettre un plan des réseaux à jour du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/1989, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques ainsi que les circuits de fluides sous pression et de vapeurs devront être conformes aux textes législatifs et réglementaires et aux règles de l'art et devront être vérifiés régulièrement.
Constats : Par courrier reçu le 17/04/2023, l'exploitant a transmis le rapport relatif à la vérification des installations électriques réalisé du 27/06 au 12/09/2022 par la société SOCOTEC. Le rapport fait état de 100 observations, toutes déjà signalées lors de précédentes vérifications. L'exploitant transmet également trois factures des 25/08/2022 et 09/11/2022 de la société ANSEM et du 28/11/2022 de la société COVOLO ELECTRICITE. Les travaux réalisés permettent de lever certaines des observations du dernier rapport établi par la société SOCOTEC mais pas la totalité. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le certificat Q18 daté du 27/06/2022. Ce dernier mentionne que les installations électriques du site peuvent entraîner un risque d'incendie et/ou d'explosion. L'exploitant devra transmettre le dernier rapport de vérification des installations électriques du site et justifier, le cas échéant, de la levée des non-conformités et des observations mentionnées. Il devra également transmettre le dernier certificat Q18.
Observations : Compte tenu de la présence d'équipements sous pression et d'équipements contenant des fluides frigorigènes sur le site, il est rappelé à l'exploitant que la réglementation suivante lui est applicable : <ul style="list-style-type: none">- arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;- réglementation nationale sur les gaz à effet de serre essentiellement contenue dans les articles R. 543-75 à R. 543-123 du Code de l'environnement et dans les arrêtés ministériels du 29 février 2016.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/1989, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs de lutte contre l'incendie comprendra notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs appropriés aux risques en nombre suffisant et judicieusement répartis dans les divers emplacement [...]. - des robinets d'incendie armés [...]. <p>L'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie devra être maintenu en bon état de service.</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport de vérification des extincteurs au titre de l'année 2023.</p> <p>La dernière vérification des RIA du site a été effectuée le 17/08/2022 par la société CLIMEX. Le rapport fait état de 8 observations. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la levée de ces observations.</p> <p>L'exploitant devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - transmettre le rapport de vérification des extincteurs au titre de l'année 2023 et justifier, le cas échéant, de la levée des non-conformités et/ou observations relevées ; - justifier de la levée des 8 observations mentionnées dans le rapport de vérification des RIA au titre de l'année 2022. <p>Lors de l'inspection terrain, l'inspection a constaté que plusieurs RIA du site étaient inaccessibles, en particulier dans les magasins de stockage où des bobines sont entreposées devant certains RIA.</p> <p>L'exploitant devra justifier de l'accessibilité de l'ensemble des RIA du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Contrôles sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/1989, article 4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'inspecteur des installations peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 07/11/2022 le rapport de mesures de bruit dans l'environnement de la société SOCOTEC du 13/05/2022. Il apparaît que les niveaux de bruit ambiant en limites de propriété du site et la mesure des tonalités marquées sont conformes. Cependant, concernant l'émergence, comme indiqué au point « 5.2 Émergences sonores » du rapport, les mesures ne sont pas représentatives du bruit résiduel et les résultats ne sont, dès lors, pas pertinents. Or, contrairement à ce qui est indiqué dans le rapport, les prescriptions relatives à l'émergence prévue dans l'arrêté ministériel du 20/08/1985 sont applicables. L'exploitant devra donc procéder à un contrôle complémentaire de l'émergence de son site. Le contrôle devra être réalisé de manière inopiné. L'exploitant devra transmettre le nom du prestataire retenu pour la réalisation du contrôle à l'inspection, ainsi que les coordonnées de la personne en charge du dossier chez ce prestataire. Il devra transmettre dès réception les résultats de ce contrôle à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...] Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p>
<p>Constats : Par courrier reçu le 17/04/2023, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre réalisée par la société BCM Foudre le 04/11/2021. Le rapport ne fait pas état de non-conformité des installations. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre.</p>
L'exploitant devra transmettre le dernier rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre du site.
Observations : Il est rappelé à l'exploitant que la prochaine vérification complète des installations de protection contre la foudre du site devra être réalisée en 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Entretien global du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/1989, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien global du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté que : - à l'intérieur, des stocks de matériel logistique sont entreposés en vrac, notamment suite à l'arrêt d'une rotative et à son remplacement par une autre rotative. - à l'extérieur, des chutes de papier sont présentes sur une partie des sols à proximité de l'exutoire. Les dispositions doivent être prises par l'exploitant pour que le site soit maintenu propre et entretenu, afin de réduire les risques accidentels notamment.</p>
<p>L'exploitant devra donc justifier de : - l'évacuation du matériel et du nettoyage du site dès la fin des travaux de mise en place de la rotative de remplacement ; - l'entretien régulier des zones extérieures.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et annexe II
Thème(s) : Produits chimiques, Produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II [...].</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir fait évoluer sa technique d'impression de CTP (computer to plate) vers une nouvelle technologie de plaques pour laquelle il n'utilise plus de produits chimiques.</p> <p>Lors de l'inspection, l'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le local de stockage extérieur au site : plusieurs bidons stockés dans ce local ne disposaient pas d'étiquette. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait de déchets. Ces bidons doivent donc être évacués. <p>L'exploitant n'a pas indiqué comment étaient gérées les incompatibilités dans la gestion des stocks.</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le local de stockage intérieur (dit "Blanchet") : plusieurs bidons présents dans ce local n'étaient pas stockés sur rétention. <p>L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits dangereux présents sur le site. La fiche de données de sécurité du HZO Gummituchwaschmittel, consultée lors de l'inspection, date du 27/05/2015.</p> <p>L'exploitant devra indiquer comment il met en œuvre les prescriptions des fiches de données de sécurité des produits stockés sur son site (mise sur rétention, gestion des incompatibilités, évacuation des déchets, ...).</p>
<p>Observations : Bien que les fiches de données de sécurité n'aient pas de durée de validité, depuis le 01/01/2021, chaque fiche de données de sécurité doit être émise ou révisée conformément aux exigences substantielles et formelles du Règlement (UE) n° 2020/878.</p> <p>Les fiches de données de sécurité qui ne sont pas conformes au Règlement (UE) n° 2020/878, mais qui sont conformes au Règlement (UE) n° 2015/830 pouvaient être utilisées jusqu'au 31/10/2022. L'exploitant doit donc se rapprocher de ses fournisseurs afin d'avoir des fiches de données de sécurité plus récentes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Emissions lumineuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2018, article 3, paragraphe I
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions lumineuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.- Les émissions de lumière artificielle des installations d'éclairage extérieur et des éclairages intérieurs émis vers l'extérieur sont conçues de manière à prévenir, limiter et réduire les nuisances lumineuses, notamment les troubles excessifs aux personnes, à la faune, à la flore ou aux écosystèmes, entraînant un gaspillage énergétique ou empêchant l'observation du ciel nocturne.
Constats : L'exploitant a indiqué que le parking du site était éclairé en fonction de la luminosité. Il a indiqué que l'installation d'éclairage du parking sera prochainement couplée à un dispositif de détection de présence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

